

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES C.C.A.P.

Personne publique : Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers
2 rue de la Milétrie
CS 90577
86021 POITIERS CEDEX

Cahier des Clauses Administratives Particulières numéro n° 25S149 du 1^{er} décembre 2025 établi en application du Code de la Commande Publique (ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018).

Objet : Acquisition d'un système d'accès électronique aux locaux du CH Henri LABORIT (CHHL).

La procédure de consultation utilisée est la suivante : Appel d'offres ouvert établi en application des articles L 2124-1, L 2124-2, R 2161-2 à R 2161-5 du code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article 1. - Objet et durée de l'accord-cadre et des marchés subséquents.....	4
1.1. Objet.....	4
1.2. Décomposition de l'accord-cadre	4
1.2.1. Lots.....	4
1.3. -Forme et durée de l'accord-cadre	4
1.3.1. Attribution, forme et engagement.....	4
1.3.2. Durée et reconduction	5
1.4. Forme et durée des marchés subséquents.....	5
1.4.1. Forme	5
1.4.2. Durée et reconduction	5
1.5. Modalités d'attribution des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre	5
1.6. Termes non couverts par l'accord-cadre.....	5
1.7. Sous-traitance (hors fourniture)	5
Article 2. Documents contractuels.....	6
Article 3. Délais de livraison et d'exécution	6
3.1. Délais d'exécution	6
3.2. Bons de commande	6
Article 4. Conditions de livraison et d'exécution	7
4.1. Emballage	7
4.2. Transport.....	7
4.2.1. Frais de transport.....	7
4.2.2. Risques inhérents au transport.....	7
4.2.3. Véhicules.....	7
4.3. Mode de livraison.....	7
4.4. Stockage	7
4.5. Documents à fournir.....	7
4.6. Horaires et lieu de livraison	8
4.7. Accès – Consignes	8

4.8. Confidentialité.....	8
4.9. Rupture de livraison	9
4.10. Surveillance en usine	9
4.11. Locaux et moyens mis à disposition du titulaire	9
4.12. Personnel d'intervention du titulaire	9
4.13. Réparation des dégâts.....	9
4.14. Matériel nouveau ou amélioré.....	9
4.15. Installation et mise en service	9
Article 5. Opérations de vérifications - décisions après vérifications	9
Déploiement préalable et démonstrateur des biens immatériels	9
5.1. Vérification quantitative simple.....	9
5-1-1 : Vérification & mise en ordre de marché des logiciels biens immatériels d'information et de communication	10
5.2. Vérification qualitative	11
5-2-2 : Pour les autres biens et équipements autres que logiciels et biens et équipements connexes aux logiciels	11
5.3. Décision après les opérations de vérification.....	12
Article 6. Garantie contractuelle.....	12
Article 7. Retenue de garantie	12
Article 8. Modalités de détermination des prix	12
8.1. Répartition des paiements	12
8.2. Contenu des prix	12
8-2-1. L'accord-cadre & prix unitaires.....	13
8.3. Prix de règlement	13
8.4. Modalités particulières de fixation du prix de règlement.....	14
Clause de préavis.....	14
Prix promotionnels :	14
8.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée	14
Article 9. Avance.....	14
Article 10. Remboursement de l'avance.....	14
Article 11. Acomptes et paiements partiels définitifs.....	14
Article 12. Paiement - établissement de la facture	14
12.1. Mode de règlement.....	14
12.2. Présentation des demandes de paiement	15
12.3. Intérêts moratoires.....	15
Article 13. Clauses techniques.....	15
Article 14. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger	16
Article 15. Pénalités.....	16
15.1. Pénalités de retard	16
15.2. Pénalités d'indisponibilité	16
15.3. Pénalités diverses	16
15.4. Exonérations	16
15.5. Plafonnement de pénalités	17
Article 16. Informations techniques - Formation	17
Article 17. Dispositions diverses	17
17.1. Assurance	17
17.2. Logiciels.....	17
17.3. Notification électronique.....	17
Article 18. Règlement des litiges.....	19
Article 19. Résiliation.....	20
Article 20. Modification de l'accord-cadre-clause de réexamen & marchés complémentaires	20
20-1 Modification de l'accord-cadre.....	20
20-2. Marché complémentaire	21
Article 21. Obligations du titulaire	21
21.1. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.....	21
21.2. Respect des principes de la République et des exigences minimales de la vie en société	22
21.3. Modification des données administratives	22
21.4. Mise en place d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)	22
21.5. Protection contre l'amiante	22

21.6. Droit d'exclusivité.....	23
21.7. Reprise du personnel du titulaire précédent	23
Article 22. Dérogations aux documents généraux	23

Dans le cadre des dispositions applicables aux groupements hospitaliers de territoire (GHT), une convention constitutive a été signée entre le CHU de Poitiers et le Groupe Hospitalier Nord Vienne (CH de Châtelleraut et CH de Loudun) et le Centre Hospitalier Henri Laborit à compter du 1er juillet 2018.

En application de l'article L6132-3 du code de la santé publique), le CHU de Poitiers devient établissement support du GHT et est compétent pour contracter les marchés publics au nom et pour le compte des établissements membres du groupement.

La fusion absorption du Groupe Hospitalier Nord Vienne par le CHU de Poitiers est effective depuis le 1er janvier 2021.

S'agissant du présent marché, seul le CH Henri Laborit de Poitiers est concerné (ci-après dénommé CHL).

Article 1. - Objet et durée de l'accord-cadre et des marchés subséquents

1.1. Objet

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les livraisons et prestations afférentes au déploiement d'un système d'accès électronique en lieu et place des serrures mécaniques.

L'accord-cadre porte, par conséquent, sur l'acquisition de l'ensemble des composantes d'un système d'accès électronique aux bâtiments, services, unités et bureaux du CH Henri LABORIT.

Il appartient au titulaire d'indiquer la liste exhaustive d'équipements, matériels, logiciels et services qu'ils jugent nécessaires au fonctionnement du système d'accès électronique recherché.

La prestation de la présente consultation consiste principalement en :

- La fourniture des équipements listés par le titulaire dans son offre en réponse et/ou en complément du CCTP
- La mise en service : les prestations de service nécessaires au déploiement du système sont exhaustivement listées par le titulaire dans son offre.
- La garantie du matériel : elle court à compter du déploiement et non de l'admission
- La formation à l'utilisation et à l'entretien courant.

Le CCTP décrit :

- l'existant (bâtiments et équipements),
- les contraintes du déploiement du nouveau système de fermeture électronique,
- les attentes et performance attendues de celui-ci ainsi que l'ensemble des dispositions techniques et informatiques jugées nécessaires pour le déploiement du système d'accès électronique.
- les quantités et les qualités des équipements à déployer, toutes références à une marque quelconque n'est qu'à titre informatif et indicatif.
 - Le titulaire apporte, dans son offre, les modifications qu'il juge nécessaires au déploiement du système qu'il propose en les précisant.

Il appartient au soumissionnaire de s'informer, au-delà du CCTP et auprès du CH Henri LABORIT, sur toute autre question qui lui semble nécessaire pour la réussite de la mise en service de sa solution proposée. Ainsi, il ne peut se prévaloir d'une quelconque ignorance ou lacune du CCTP.

1.2. Décomposition de l'accord-cadre

1.2.1. Lots

En raison de l'unicité de l'objet de l'accord-cadre, celui-ci n'est pas alloté.

1.3.-Forme et durée de l'accord-cadre

1.3.1. Attribution, forme et engagement

Attribution

En application des articles R2162-1 et suivants du code de la commande publique (CCP), le présent accord-cadre est mono-attributaire

Les marchés subséquents et/ou bons de commande sont attribués au titulaire de l'accord-cadre.

Forme

L'exécution de l'accord-cadre aura lieu :

- par l'émission des bons de commande pour les articles inscrits au BPU,
- par la conclusion des marchés subséquents pour les articles hors BPU étant précisé que le titulaire ne bénéficie d'aucun droit d'exclusivité en la matière.

L'exécution de l'accord-cadre peut intervenir jusqu'à la date butoir de l'accord-cadre moins le délai d'exécution du bon de commande ou du marché subséquent en question.

Le droit d'exclusivité du titulaire n'est opérant qu'en ce qui concerne les articles, du BPU, indispensables et indissociables de la solution technique proposée.

Engagement

Le montant maximum de l'accord-cadre est fixé à 2 000 000€HT.

1.3.2. Durée et reconduction

En raison de la durée nécessaire au déploiement de l'ensemble des accès des services et unités du CH Henri LABORIT nécessitant un étalement des investissements sur six ans, l'accord-cadre est conclu pour d'un an reconductible CINQ fois pour une durée équivalente, soit une durée globale de SIX ans à compter de sa notification.

1.4. Forme et durée des marchés subséquents

1.4.1. Forme

L'accord-cadre étant exécuté par émission des bons de commande sur BPU, seuls les achats hors BPU, éventuellement rendus nécessaires, donnent lieu à la conclusion de marchés subséquents dans les conditions définies à l'article 1-5 ci-après.

Dans ce cas, le marché subséquent est passé pour un achat unique.

1.4.2. Durée et reconduction

La durée du marché subséquent pour un achat hors BPU correspond à ses délais d'exécution qu'il définit lui-même.

1.5. Modalités d'attribution des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre

S'agissant des articles hors BPU pouvant faire l'objet d'un marché subséquent :

- ➔ le titulaire remet, annuellement et à chaque mise à jour, au CHL son catalogue.
- ➔ le CHL demande, à la survenance du besoin, une proposition technique et/ou financière.
 - ➔ le titulaire doit y répondre dans le délai imparti lequel doit être raisonnable.
 - ➔ le titulaire ne bénéficie d'aucun droit d'exclusivité de telle sorte que le CHL peut s'approvisionner, dans la limite de compatibilité technique, auprès d'autres fournisseurs.
- ➔ si la proposition technique et/ou financière du titulaire répond aux attentes du CHL, les deux parties concluent un marché subséquent. La validation de ladite proposition vaut marché subséquent.

1.6. Termes non couverts par l'accord-cadre

Sans objet.

1.7. Sous-traitance (hors fourniture)

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 41-1 du CCAG-FCS).

Article 2. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ☒ l'acte d'engagement, le tableau d'offres et autres annexes éventuelles, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant ;
- ☒ les BPU de l'accord-cadre
- ☒ le présent Cahier des Clauses Administrative Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi et ses annexes ;
- ☒ le Cahier des Clauses Technique Particulières (CCTP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi et ses annexes ;
- ☒ le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (FCS) - Arrêté du 30 mars 2021 ;
- ☒ le protocole de sécurité concernant les opérations de chargement et de déchargement de l'établissement concerné par l'exécution de l'accord-cadre,
- ☒ le plan particulier de sécurité et de protection de la santé,
- ☒ la charte informatique de l'établissement concerné par l'exécution de l'accord-cadre.
- ☒ le mémoire/dossier technique du candidat
- ☒ Le tarif public et/ou le catalogue (relevant de l'objet du ou des lots) du titulaire du marché en vigueur et applicable à l'ensemble de sa clientèle.

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, notamment les conditions générales de ventes, et contradictoires avec les documents contractuels (CCAP/CCTP et CCAG-FCS) ne s'appliqueront pas au présent accord-cadre.

Article 3. Délais de livraison et d'exécution

3.1. Délais d'exécution

Les prestations faisant l'objet de chaque bon de commande devront être livrées dans le(s) délai(s) précisés par le titulaire dans son offre sans pouvoir être supérieur à 8 semaines.

Par dérogation à l'article 13-1-1 du CCAG-FCS, ce délai court à compter de la date de notification du bon de commande.

- ❖ Dans le respect du délai ci-avant indiqué, les livraisons interviendront impérativement à la date figurant sur les bons de commande.
- ❖ A titre exceptionnel, en cas d'urgence ce délai pourra être réduit à 2 semaines.
- ❖ Le CHL peut, d'un commun accord avec le titulaire, établir un planning annuel ou infra-annuel de livraisons de produits et équipements pouvant être regroupés.
 - Un seul bon de commande, accompagné dudit planning de livraison sera adressé au titulaire.
 - Le C.H.L. pourra, cinq semaines avant la date butoir, modifier la quantité et la date de livraison prévue par émission d'un nouveau planning établi.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-FCS, les prestations de maintenance sont à la charge du titulaire et elles sont exécutées conformément aux délais indiqués par l'offre du titulaire.

3.2. Bons de commande

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par le moyen de bons de commande qui comporteront :

- la référence à l'accord-cadre;
- la désignation de la fourniture;
- la quantité commandée ;
- le prix d'engagement correspondant au prix de l'accord-cadre,
- le lieu et la date (ou délai) de livraison ;
- l'adresse de facturation.

La personne habilitée à rédiger et à signer les bons de commande est le responsable des Achats, de la logistique et des Travaux du Centre Hospitalier Henri LABORIT ou son représentant.

Durée d'exécution des bons de commande : Les bons de commande pourront être émis tout au long de la validité de l'accord-cadre sous réserve d'observation des délais d'exécution et dans le respect de l'article R2162-5 du code de la commande publique.

Article 4. Conditions de livraison et d'exécution

4.1. Emballage

Conformément au CCAG-FCS la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Le titulaire est tenu de produire, à la demande du pouvoir adjudicateur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets liés au marché. A défaut de produire les documents demandés le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 50€ par absence de production après mise en demeure restée infructueuse.

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire.

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, les emballages restent la propriété de la personne publique.

4.2. Transport

4.2.1. Frais de transport

Les fournitures sont livrées à destination franco de port et d'emballage. Le titulaire est responsable du mode de transport de ses produits dans les conditions prévues à l'article 20.3 du CCAG-FCS.

4.2.2. Risques inhérents au transport

En application des dispositions de l'article 20.3 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement incombent au titulaire.

4.2.3. Véhicules

Les véhicules servant aux livraisons devront être équipés de façon à assurer une totale sécurité de transport et de déchargement.

4.3. Mode de livraison

Les fournitures doivent être livrées par tout moyen permettant de respecter le délai d'exécution contractuel maximum fixé à Article 3. Délais de livraison et d'exécution du présent CCAP.

La livraison au magasin central CHL sera conforme aux dispositions du protocole de sécurité concernant les opérations de chargement et de déchargement.

4.4. Stockage

Lorsque les matériels sont stockés dans les locaux du pouvoir adjudicateur, le titulaire assume la responsabilité des matériels jusqu'à la décision d'admission, par dérogation à l'article 20-1-2 du CCAG-FCS.

4.5. Documents à fournir

Le titulaire fournira impérativement, en **langue française**, les documents suivants :

- le bon de livraison portant le numéro de la commande correspondante, le détail (quantité, référence, désignation), le nombre de colis et de palettes expédiés, le délai de mise à disposition du produit dans le cas d'une livraison incomplète ou d'un produit manquant.

- la documentation technique rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et à un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant, ainsi que les éventuels rectificatifs, rédigés en langue française, sans supplément de prix.

Cette documentation sera mise à jour gracieusement par les soins du titulaire en cas de modification des équipements consécutive à ses interventions

- la notice d'utilisation du matériel, en deux exemplaires,
 - la notice d'entretien du matériel, en deux exemplaires,
 - la nomenclature des pièces entrant dans la composition de l'équipement livré,
 - En vertu de l'arrêté du 5 janvier 1993 pour toutes substances, préparations, ou produits utilisés par une machine ou appareillage, **une fiche de Données de Sécurité** conforme à la norme NFT 01-102, datée et rédigée en français, doit être fournie gratuitement en 3 exemplaires
 - A la première livraison
 - Après toute révision significative de ses propriétés ou des précautions à prendre
- A la demande du pouvoir adjudicateur, cette fiche devra être transmise sous format électronique (Word, PDF,...). Si aucune FDS n'est fournie le titulaire justifie par écrit cette absence.*

4.6. Horaires et lieu de livraison

La livraison sera effectuée :

- ➔ au magasin centrale du CHL en présence du responsable du magasin ou de son représentant, seul habilité pour signer le bon de réception/livraison de l'équipement
- ➔ dans la plage horaire suivante : 08h30 à 17h00 (16h00 le vendredi).
- ➔ conformément au protocole, dûment communiqué au titulaire, applicable au CHL en matière de sécurité, chargement et déchargement.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire de l'accord-cadre et ne pourra pas être facturée au CHL.

Le titulaire s'engage à effectuer la livraison par quelque moyen que ce soit en cas de faits exceptionnels tels que grève par exemple.

4.7. Accès – Consignes

Le personnel du titulaire chargé d'effectuer une prestation (installation, mise en service) se présente dès son arrivée au magasin central.

Le personnel du titulaire a accès aux équipements, s'il est muni d'une carte professionnelle nominative.

Le personnel du titulaire doit observer les consignes de sécurité préconisées dans l'Etablissement et se conformer aux règles suivantes :

- Respect des règles d'accès et de circulation au sein de l'établissement,
- Tenue propre et correcte, identification par badge (nom de la société et nom de l'intervenant),
- Respect des règles d'hygiène et de sécurité applicables dans les services concernés (décret n° 86-1103 du 2 octobre 1986)
- Respect des règles en milieu hospitalier (secret professionnel, confidentialité des dossiers, discrétion, charte du patient,...)

Dans les cas où il est imposé, le titulaire établit avec le CHL, un protocole définissant les règles de sécurité à appliquer sur la protection de son personnel salarié avant d'exécuter les prestations, objet du marché (décret n° 02-158 du 20/02/1992).

4.8. Confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur doivent respecter les règles de confidentialité prévues à l'article 5.1 du CCAG-FCS, et notamment les informations couvertes par le secret médical.

4.9. Rupture de livraison

Sans objet

4.10. Surveillance en usine

Sans objet

4.11. Locaux et moyens mis à disposition du titulaire

Sans objet

4.12. Personnel d'intervention du titulaire

Les personnes désignées, le cas échéant, par le titulaire sont seules autorisées à intervenir.

Si les prestations sont réalisées par une équipe, le responsable est nommément désigné par le titulaire. Il est l'interlocuteur référent de la personne publique.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut demander à tout moment le remplacement du personnel pour des motifs professionnels.

4.13. Réparation des dégâts

Les dégâts provoqués par le titulaire, lors de la livraison, l'installation et la mise en service ou la maintenance des matériels fournis devront être réparés à ses frais.

4.14. Matériel nouveau ou amélioré

Sans objet

4.15. Installation et mise en service

L'installation (montage) et la mise en service (branchements et démonstration de l'utilisation) de l'équipement seront effectuées sous la responsabilité du CHL.

Elles seront réalisées de manière à ne causer que le minimum de gêne dans le fonctionnement de l'établissement.

Le personnel chargé de la prestation devra se présenter dès son arrivée au magasin central du CHL.

Article 5. Opérations de vérifications - décisions après vérifications

Déploiement préalable et démonstrateur des biens immatériels

Les logiciels et biens immatériels d'information et de communication proposés sont installés dans un service « démonstrateur » défini par le CHL et doivent à ce titre faire l'objet :

- d'une mise en ordre de marché,
- d'une vérification d'aptitude et
- d'une vérification de service régulier.

La généralisation du déploiement desdits logiciels et biens ne peut commencer avant la VSR concluante. A défaut, l'accord-cadre sera résilié et aucune indemnité ne sera versée au titulaire.

5.1. Vérification quantitative simple

Sous réserve de l'article 5-1-1 ci-après, le CHL effectue, au moment du déchargement des fournitures et/ou au moment de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Il peut, s'il le souhaite, notifier au titulaire sur-le-champ sa décision d'admission, de rejet, d'ajournement ou de réfaction.

Les opérations de vérification autres que celles qui sont mentionnées ci-dessus sont exécutées dans un délai d'un

mois, en cas d'installation et de mise en service et en fonctionnement des équipements, tels que les serrures électroniques dans la limite de six mois à compter de leur livraison.

Il est précisé que :

- ❖ Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.
- ❖ Pour les vérifications effectuées dans les locaux du CHL, le point de départ du délai est la date de la livraison ou de mise en service, le cas échéant, en ce lieu.
- ❖ Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, la livraison de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la confirmation de commande, le CHL peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, ledit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

5-1-1 : Vérification & mise en ordre de marché des logiciels biens immatériels d'information et de communication

L'installation et « la mise en ordre de marche » du matériel et des logiciels sont réalisées par le titulaire qui :

- ❖ Dispose de trente jours à compter de la date contractuelle de livraison pour effectuer « la mise en ordre de marche ».
- ❖ Remet un procès-verbal de mise en ordre de marche au CHL et lui indique s'il sera présent aux opérations de vérification.

Le délai initialement prévu pour « la mise en ordre de marche » peut faire l'objet d'un sursis ou d'une prolongation lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait du CHL ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

➔ Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

➔ Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au CHL les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

- ❖ Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours.

- ❖ Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée.

➔ Le CHL dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

➔ La demande de prolongation ne peut être refusée :

- ❖ lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un ordre de réquisition.
- ❖ lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire dans le cadre d'un autre marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

➔ La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

➔ Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

Le point de départ du délai pour les opérations de vérifications est la date de notification, par le titulaire, du procès-verbal de « mise en ordre de marche » au CHL, les vérifications étant effectuées dans les locaux de celui-ci.

Le CHL avise le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

L'absence du titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

Les matériels et les logiciels nécessaires aux essais ou bancs d'essais peuvent être prélevés par le CHL sur les fournitures livrées au titre du marché, afin de vérifier, par exemple, que les essais ou bancs d'essais effectués lors de la sélection des offres ont porté sur les mêmes fournitures que celles qui sont effectivement livrées.

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont :

- ➔ à la charge du CHL pour les opérations qui doivent être exécutées dans ses propres locaux et par ses préposés.
- ➔ à la charge du titulaire dans les autres cas.

A l'issue des vérifications concluantes de la « mise en ordre de marche », le titulaire peut présenter sa demande de paiement à hauteur de 20% du montant du logiciel et/ou bien immatériel en question.

5.2. Vérification qualitative

Les opérations de vérification qualitatives ont pour objet de permettre au CHL de contrôler le bon fonctionnement des serrures électroniques installées y compris leur connexion, échange et communication avec les logiciels mis en service.

Elles ont également pour objet de contrôler la conformité biens et équipements installés à la politique de sécurité. L'acheteur apprécie l'enjeu de la non-conformité à la politique de sécurité eu égard :

- à la sensibilité des données manipulées, leurs volumes et les conséquences prévisibles si la non-conformité persiste.
- à la réactivité des équipements et installation conformément aux prérequis en cas de feu et d'incendie,
- à la satisfaction des objectifs d'attente et de performance ainsi qu'aux obligations de résultats stipulés par le marché et ses toutes ses pièces contractuelles dont l'offre-même du titulaire,

En fonction de cette analyse, ces non conformités peuvent avoir pour conséquence l'ajournement, le rejet ou l'admission des prestations avec réfaction.

5-2-1 : Pour les biens logiciels et biens et équipements connexes aux logiciels

Le CHL vérifie que les prestations sont conformes aux stipulations du marché et aux bancs d'essais lorsque l'acheteur a choisi d'y recourir.

Les opérations de vérifications qualitatives comprennent deux étapes :

1) La vérification d'aptitude :

- ❖ Elle intervient après la « mise en ordre de marche » des logiciels et matériels connectés à ceux-ci.
- ❖ Elle a pour objet de constater que les prestations et fournitures, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents du marché.
- ❖ Cette constatation peut aussi résulter de l'exécution, dans les conditions fixées par le marché, d'un ou de plusieurs programmes ou bancs d'essais.
- ❖ Le délai dont dispose le CHL à cet effet est de QUINZE jours à compter du PV de « Mise en ordre de marché » adressé par le titulaire au CHL.
- ❖ Si la décision de vérification d'aptitude est positive, la vérification de « service régulier », ci-après, débute.

Le titulaire peut, dans ce cas, présenter sa demande de paiement à hauteur de 20% du montant du logiciel et/ou bien immatériel en question.

2) La vérification de service régulier :

- ❖ La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations et fournitures livrées et exécutées sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers du marché.
- ❖ La régularité du service s'observe pendant TRENTE jours, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'acheteur.
- ❖ Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur le mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 1% de la durée d'utilisation effective qui s'étend 24/24 et 7j/7.

A l'issue de la vérification concluante du service régulier, le titulaire peut présenter sa demande de paiement à hauteur du montant restant dû du logiciel et/ou bien immatériel en question.

5-2-2 : Pour les autres biens et équipements autres que logiciels et biens et équipements connexes aux logiciels

Les opérations de vérification sont exécutées dans un délai d'UN MOIS à compter de l'installation et de mise en service et fonctionnement des équipements (tels que les serrures électroniques) **dans la limite maximale de SIX MOSI à compter de leur livraison.**

Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

➔ les vérifications étant effectuées dans les locaux du CHL, le point de départ du délai est la date de mise en service.

➔ Dans le cas d'un marché comportant des parties distinctes à livrer, l'installation de chaque partie fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

La mise en service et fonctionnement est dûment tracée par le CHL et/ou par le titulaire au moyen :

➔ du logiciel si celui-ci permet une telle traçabilité,

➔ ou d'un registre de déploiement tenu par le CHL et dûment communiqué au titulaire.

Si la fourniture n'est pas conforme, elle est refusée et doit être remplacée immédiatement par le titulaire sur demande écrite du pouvoir adjudicateur, transmise par tout moyen permettant d'en constater la validité. Ce dernier peut toutefois accepter les fournitures avec réfaction de prix.

5.3. Décision après les opérations de vérification

A l'issu des opérations de vérification ci-avant détaillées, le CHL prendra sa décision conformément à l'article 30 du CCAG-FCS.

L'admission ne porte que sur la validation quantitative et qualitative visible avant en mise en service des matériels et équipement.

Article 6. Garantie contractuelle

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG-FCS :

- A. la durée de garantie de l'équipement est celle indiquée par le titulaire, dans son offre, si et uniquement si elle est supérieure à DEUX ANS.
- B. La garantie court à compter de l'admission de l'équipement constatée à l'issu de mise en service concluante.
 - a. Si l'admission donne lieu au paiement intégral du prix, seule la mise en service concluante déclenche la garantie contractuelle des fournitures admises.
- C. Cette garantie s'applique à l'ensemble des pièces constitutives du dispositif objet du marché.
- D. Le titulaire est entièrement responsable de la garantie du matériel livré y compris de tous les éléments fabriqués par ses fournisseurs.
- E. Pendant la période de garantie, les opérations de maintenance préventive et corrective seront effectuées et prises intégralement en charge par le titulaire (y compris la fourniture des pièces détachées nécessaires).
- F. Dans tous les cas, une visite de contrôle sera effectuée à l'issue de la période de garantie par le titulaire à ses frais.
- G. Tout temps d'immobilisation pour panne prolongera d'autant la période de garantie.
- H. S'agissant des biens immatériels tel que les logiciels, la garantie couvre l'obligation de maintenance pendant toute la durée du marché, à savoir six ans.

Article 7. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5% sera déduite du montant TTC, dans les conditions prévues aux articles R2191-32 et suivants du code de la commande publique.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande.

La personne publique ne donnera pas son accord pour la constitution d'une caution personnelle et solidaire.

Cette garantie peut être constituée pendant toute la durée du marché. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés dans les conditions prévues aux articles R2191-35 et R2191-42 du code de la commande publique.

Article 8. Modalités de détermination des prix

8.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire, ainsi qu'à ses co-traitants et sous-traitants éventuels.

8.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre :

- ➔ toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation
- ➔ ainsi que tous les frais afférents au dédouanement, au conditionnement, à l'emballage et à son enlèvement, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport, à la livraison, à l'installation, à

la mise en service, à la formation des personnels à l'utilisation et à l'entretien courant ainsi qu'à la garantie de l'équipement

→ et, de manière générale, toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution du marché.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement, du rejet des prestations ou du non-respect de la date/du délai de livraison, sont à la charge du titulaire.

8-2-1. L'accord-cadre & prix unitaires.

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires.

Un tableau de l'offre (BPU) est établi par l'acheteur public, le CHL, auquel le titulaire doit répondre en indiquant les prix de chacun de ses composantes.

Le BPU indiquerait des prix différents suivant la « massification ». En effet, l'accord-cadre pourrait être exécuté par l'émission de « bon de commande » pavillon par pavillon permettant ainsi de massifier les quantités commandées.

Il est précisé que le titulaire doit, si besoin, modifier le tableau de l'offre (joint au DCE) par ajout et/ou suppression de tout élément (articles, produits, équipements, logiciels et/ou prestations) qu'il juge nécessaire au déploiement de sa solution technique d'accès électronique proposée.

Par conséquent, le titulaire ne peut, après la notification du marché et son le BPU, se prévaloir de l'insuffisance, de l'in-exhaustivité et/ou de l'incohérence dudit tableau.

Il ne peut être en autrement que :

- ❖ en cas de modifications, décidées par le CHL, dans la nature des besoins et/ou leur périmètre ;
- ❖ pour faire face à des circonstances nouvelles et imprévisibles ;

Dans ces deux cas, un devis doit être établi au préalable et soumis au CHL.

- 1) Le titulaire fournit, en plus du BPU, son catalogue et ses prix publics
- 2) Les prix du BPU ne peuvent être supérieurs aux prix précisés dans le tarif public du titulaire.
- 3) Ledit devis appliquera, le cas échéant, la remise consentie par le présent marché.

En dehors des deux cas ci-avant listés, la modification du BPU :

- ❖ relèvera de la responsabilité exclusive du titulaire et ne sera pas facturé (remise commerciale à 100%).
- ❖ donneront lieu à la conclusion d'un avenant modifiant le BPU avec application de la remise commerciale éventuellement consentie par le titulaire sur ses prix publics.

8.3. Prix de règlement

Les prix figurant dans l'offre sont révisables, à la hausse comme à la baisse, dans les conditions suivantes :

- 1) Périodicité de la révision : Une fois par an à la date anniversaire du marché ;
- 2) Initiative de la révision :
 - a. Sur demande expresse adressée par le titulaire, par tout moyen permettant l'établissement d'une date certaine, deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre ; Cette demande communique les derniers indices connus à la date de la demande de révision.
 - b. Sur décision du CHL. Celui-ci se réserve le droit et la possibilité de réviser les prix dans le cas où le titulaire n'a pas transmis les prix révisés avant la date butoir.
- 3) La révision aura lieu conformément à la formule suivante :

$$P = PO (0,15 + 0,85 (S1/S0))$$

Dans laquelle :

→ P et PO = représentent le prix final et le prix initial

→ S1 et S0 représentent respectivement l'indice SYNTEC final et l'indice SYNTEC initial

→ Les valeurs des indices initiaux seront celles du mois de remise des offres.

→ Les valeurs finales seront celles des derniers indices connus à la date de révision, soit la date anniversaire de l'accord-cadre.

8.4. Modalités particulières de fixation du prix de règlement

Clause de préavis

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à notifier au CHL ses prix publics et catalogue et ce :

- ❖ tous les ans, au plus tard, à la date anniversaire de l'accord-cadre.
- ❖ deux semaines au plus tard à compter de la demande exprimée par le CHL.

Prix promotionnels :

Le titulaire s'engage à informer et à faire bénéficier le Centre Hospitalier des prix des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle.

Ces prix s'appliqueront aux commandes notifiées pendant la période contractuelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des clauses de l'accord-cadre.

8.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Il sera fait application du taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

Article 9. Avance

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-FCS, l'option B s'appliquera au présent marché.

Une avance de 5% sera accordée selon les modalités fixées aux articles L2191-2 et R2191-2 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article R2192-7 dudit code.

Le candidat peut renoncer à cette avance.

L'avance ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande prévue à l'article R2191-7 du code de la commande publique. La personne publique ne donnera pas son accord pour la constitution d'une caution personnelle et solidaire.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Article 10. Remboursement de l'avance

L'avance est remboursée dans les conditions prévues conformément aux articles R2191-11 et R2192-12 du code de la commande publique.

Article 11. Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes et paiements partiels seront versés au titulaire dans les conditions 5-1-1 et 5-2-1 ci-avant ainsi que celles prévues aux articles L2191-4 et R2191-20 et suivants du code de la commande publique.

Article 12. Paiement - établissement de la facture

12.1. Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R2192-11 du code de la commande publique. Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 11.5 du CCAG-FCS et sous réserve des dispositions du code de la commande publique, le délai global de paiement se décompte :

- de la date d'admission comme définie à l'Article 5. Opérations de vérifications - décisions après

- vérifications du présent CCAP, si l'établissement a reçu la facture avant l'admission
- de la date de réception de la facture si celle-ci est reçue après l'admission.

12.2. Présentation des demandes de paiement

Il sera établi une facture par bon de commande ou marché subséquent.

La facture afférente à l'accord-cadre porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro et la date de l'accord-cadre ou du marché subséquent, ainsi que le numéro du bon de commande correspondant ;
- la fourniture livrée (quantité, référence) ou la prestation exécutée ;
- la date de livraison des matériels ;
- le montant hors T.V.A. de la fourniture livrée ou de la prestation exécutée ;
- le taux et le montant de la T.V.A. et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total TTC des fournitures livrées ou des prestations exécutées.

Lorsque le titulaire de l'accord-cadre est groupé conjointement avec un tiers mandataire pour l'établissement de la facturation, la facture établie au nom du mandataire doit mentionner dans son en-tête le nom du mandant avec une formule « facture établie au nom et pour le compte du »

Pour les marchés subséquents ou commandes :

Les factures doivent être déposées sur la plateforme CHORUS en format dématérialisé. Cette modalité est obligatoire pour les PME depuis le 1^{er} janvier 2019 en suivant le lien <https://chorus-pro.gouv.fr/> et généralisée à toutes les entreprises au 01/01/2020.

Pour transmettre vos factures :

- ❖ *le code service à renseigner est : ETIE*
- ❖ *le numéro SIRET du débiteur : CHHL 268 600 020 00013*

L'envoi des factures par courriel ne sera pas accepté

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

Le payeur du GHT de la Vienne est le Trésorier Principal des Hôpitaux de Poitiers.

Le titulaire pourra donner sa créance en nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-45 et suivants du code de la commande publique.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements sur le nantissement des marchés est la Directrice Générale du CHU de Poitiers.

12.3. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Ces derniers sont calculés conformément à la réglementation en vigueur.

Article 13. Clauses techniques

Se reporter au CCTP

L'ensemble de ces produits doit être conforme aux normes françaises et Européennes ou équivalent et à la réglementation en vigueur.

Article 14. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes de l'accord-cadre est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 15. Pénalités

15.1. Pénalités de retard

Lorsque le délai global maximum d'exécution fixé à l'article 3.1. Délais d'exécution du présent CCAP est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée au moyen de la formule suivante par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-FCS:

$$P = \frac{V \times R}{500}, \text{ dans laquelle :}$$

P = le montant de la pénalité

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant des prestations en retard ou à la totalité des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable.

R = le nombre de jours de retard, chaque jour commencé étant considéré comme dû.

Les pénalités de retard ne s'appliquent pas :

- Si un matériel/produit équivalent est mis à disposition de la personne publique dans les conditions prévues à l'article 3.1. Délais d'exécution du présent CCAP,
- Quand les jours de retard sont imputables à la personne publique.

15.2. Pénalités d'indisponibilité

Par dérogation à l'article 14-2 du CCAG-FCS, pour toute indisponibilité du matériel supérieure aux délais indiqués à l'article 3-1 du présent CCAP (8 semaines dans des conditions normales et 2 semaines en cas d'urgence spécifiée par le CHL) ayant son origine dans le défaut de la prestation objet du présent accord-cadre, la pénalité forfaitaire sera d'un montant de 500 € par jour calendaire /heure d'indisponibilité constaté.

Ce délai est ramené à celui indiqué par le titulaire dans son offre au titre de la maintenance et garantie (logiciels et équipements) s'il est plus court que celui de l'article 3-1 du présent CCAP.

Chaque jour commencé sera considéré comme dû.

15.3. Pénalités diverses

Sans objet

15.4. Exonérations

Par dérogation à l'article 14. 1. 3 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant

total est inférieur à 1000 euros HT.

15.5. Plafonnement de pénalités

Par dérogation à l'article 14. 1. 2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande.

Article 16. Informations techniques - Formation

Le titulaire assure la formation du personnel à l'utilisation et à l'entretien courant de l'équipement selon les modalités qu'il aura indiquées dans son offre.

La formation sera réalisée dans le délai contractuel maximum défini à l'article 3.1. Délais d'exécution du présent CCAP.

La formation devra être sanctionnée par la reconnaissance par le titulaire des aptitudes des personnes formées pour l'utilisation de l'équipement (habilitation).

Lors de cette formation, la totalité des informations nécessaires devra être fournie.

Tous les frais induits par cette formation (déplacement, hébergement, frais pédagogiques, repas (midi, soir) sont à la charge du titulaire.

Le titulaire s'engage également à assurer, à sa charge, une nouvelle formation de l'équipe utilisatrice en cas d'évolution des prestations de l'appareil fourni, qu'elle soit matérielle ou logicielle.

Article 17. Dispositions diverses

17.1. Assurance

Il sera fait application de l'article 9 du CCAG-FCS.

17.2. Logiciels

Si les logiciels sont sous licence, une copie de la licence d'utilisation devra être jointe pour chaque logiciel :

- Le nom et l'adresse du concepteur du logiciel,
- La liste des personnes et sociétés habilitées par le concepteur à intervenir sur les logiciels en dehors de lui-même, si le fournisseur n'est pas le concepteur,
- Le lieu de dépôt de la documentation technique et des sources du logiciel (APP – Agence pour la protection des programmes, Notaire,)

Tout en conservant le titre de propriété des logiciels, le concepteur et/ou le titulaire ne pourront s'opposer à ce que les logiciels puissent être confiés à toute personne qualifiée du Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers ou de l'extérieur pour assurer leur suivi et leur maintenance, mais aussi dans les cas suivants :

- Faillite ou liquidation judiciaire du titulaire
- Faillite ou disparition du concepteur
- Incapacité du concepteur ou du titulaire d'assurer une maintenance ou une assistance, sous 15 jours, sur site, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

17.3. Notification électronique

Le pouvoir adjudicateur notifie les documents modifiant l'accord-cadre (avenant, acte spécial de sous-traitance etc....) par voie électronique. A cette fin, la plateforme de dématérialisation PLACE sera utilisée afin de garantir la confidentialité et la traçabilité des échanges.

17.4. Protection des données

Cet article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché traite les données à caractère personnel dans le cadre de l'exécution des prestations objets du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur est désigné ci-après « Responsable du traitement » et le « titulaire du marché » est désigné « sous-traitant ».

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter le règlement 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 applicable en France à compter du 25 mai 2018 : Règlement européen sur la protection des données ci-après désigné « RGPD ».

- **Objet et description du traitement :**
 - Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objets du présent marché,
 - La nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel est limitée aux prestations objet du présent marché (diagnostic des événements signalés par le Responsable du traitement, des actions curatives correspondantes),
 - Les données à caractère personnel traitées sont les données des patients du Responsable du traitement ainsi que les données des employés du responsable du traitement ou de toutes personnes physique intervenant pour les besoins des patients du Responsable de traitement.
- **Le sous-traitant s'engage à :**
 - Traiter les données à caractère personnel uniquement sur instructions du « responsable du traitement » et pour les finalités citées ci-dessus,
 - Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché, en s'interdisant toute communication à un tiers sans accord du responsable du traitement,
 - Faire intervenir des personnes soumises à une obligation légale et appropriée de confidentialité et ayant reçu une formation adaptée,
 - Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque (pseudonymisation, chiffrement, etc.), et en informer le responsable du traitement,
 - Détruire ou renvoyer sans copie toutes les données personnelles soumises au traitement dès la fin du besoin de leur utilisation, et au plus tard dans les délais prévus par le règlement,
 - Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement,
 - Apporter l'assistance au pouvoir adjudicateur pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : droit d'accès, rectification, effacement, opposition, etc.
 - Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués, précisant les dates et heures, durées, et les personnes ayant procédé aux opérations,
 - Solliciter l'autorisation du pouvoir adjudicateur avant de recruter un sous-traitant de second rang,
 - Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du pouvoir adjudicateur,
 - Mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.
- **Obligations du Pouvoir adjudicateur :**

Le DPD (Délégué à la protection des données, ou DPO) est :

 - ➔ pour le CHU de Poitiers et du GHT : M. Pierre TAVEAU – dpd@chu-poitiers.fr
 - ➔ pour le CHL : Mme Lecomte Julie – julie.lecomte@ch-poitiers.fr

Le Responsable du traitement s'engage à :

 - Fournir au sous-traitant les seules données à caractères personnel strictement nécessaires à l'exécution du présent marché,
 - Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir que le traitement est effectué conformément aux textes susvisés,
 - Informer les personnes dont les données personnelles sont traitées à tout moment de leur collecte,
 - Traiter les demandes d'accès, de modification, et le cas échéant de suppression, aux données formulées par les personnes concernées,

Le responsable du traitement pourra diligenter à tout moment un audit de vérification des mesures mises en œuvre par le sous-traitant.

Article 18. Règlement des litiges

18.1. Règlement amiable

La recherche d'un règlement amiable entre les parties puis, en cas d'échec, par la saisine du CCIRA est un préalable **obligatoire** au recours contentieux.

Dès lors, les parties s'engagent dans un premier temps à rechercher une solution à leur litige par des échanges et rencontres. Pour ce faire, en cas de désaccord, le titulaire transmettra au pouvoir adjudicateur un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire devra être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de trente jours calendaires, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En cas d'accord, les parties procéderont à la signature d'un protocole transactionnel formalisant leur accord définitif.

A défaut d'accord, elles s'engagent à saisir l'instance consultative suivante :

Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés publics de Bordeaux (CCIRA)

Esplanade Rodesse
103 bis, rue Belleville
BP 952
33063 BORDEAUX Cedex

Pour ce faire, la partie la plus diligente saisira le CCIRA de Bordeaux dans les conditions mentionnées ci-dessous :

« Le demandeur doit produire un mémoire expliquant les motifs du différend, et le cas échéant, la nature et le montant des réclamations. Ce mémoire est accompagné des pièces contractuelles du marché, des courriers échangés et tout document relatif au différend.

L'envoi de ce dossier doit être adressé par courrier recommandé avec accusé réception ou déposé contre récépissé au secrétariat du comité compétent. Un envoi complémentaire dématérialisé peut être réalisé par courriel au secrétariat du comité. »

A noter que la saisine du CCIRA, ainsi que leur instruction, est gratuite ; seuls sont à la charge du saisissant les frais d'envoi et de reprographie des pièces, ainsi que, le cas échéant, les frais d'avocat (dont le ministère n'est pas obligatoire).

Enfin, la saisine de ce Comité interrompt le cours des différentes prescriptions et suspend les délais de recours contentieux, jusqu'au jour suivant la notification au titulaire du marché de la décision expresse prise par le pouvoir adjudicateur sur l'avis rendu par le comité. Cependant, elle n'empêche ni de former un référé-expertise, ni d'introduire une requête au fond devant le juge administratif, et n'oblige pas celui-ci à surseoir à statuer jusqu'au rendu de l'avis.

Pour plus de renseignements, consultez le lien ci-dessous :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-litiges>

Le CCIRA émettra un avis facultatif.

En cas d'agrément de l'avis du CCIRA par les parties, celles-ci procéderont à la signature d'un protocole transactionnel basé sur les éléments contenus dans cet avis. Ce protocole formalisera l'accord définitif des parties, celles-ci renonceront en conséquence à toute action et tout recours ultérieur qu'il soit amiable ou contentieux, devant quelque instance que ce soit, pour tout point objet du dudit protocole et lié à l'objet du litige.

En cas de refus de l'avis du CCIRA par l'une ou l'autre des parties, celle-ci pourra déposer un recours contentieux.

18.2. Règlement contentieux

En cas d'échec de règlement amiable, les parties octroient compétence au Tribunal Administratif de Poitiers.

Tribunal Administratif de Poitiers

Hôtel Gilbert

15 rue Blossac – BP 541

86020 POITIERS Cedex

Téléphone : 05.49.60.79.19

Télécopie : 05.49.60.68.09

Cette instance pourra également délivrer les renseignements nécessaires relatifs aux voies et délais de recours.

Article 19. Résiliation

19-1 Résiliation de l'accord-cadre

En cas de résiliation, celle-ci interviendra en conformité avec les articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter une prestation aux frais et risques du titulaire de l'accord-cadre en cas de défaillance de ce dernier, et ce sans avoir à prononcer la résiliation de l'accord-cadre.

19-2 Résiliation des marchés subséquents

En cas de résiliation, celle-ci interviendra en conformité avec les articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter une prestation aux frais et risques du titulaire du marché en cas de défaillance de ce dernier, et ce sans avoir à prononcer la résiliation du marché.

19-3 Recours en contestation de validité

En cas de résiliation ou d'annulation d'un marché public suite à un recours en contestation de validité contractuelle, le titulaire du marché ne pourra réclamer aucune indemnité.

Article 20. Modification de l'accord-cadre-clause de réexamen & marchés complémentaires

20-1 Modification de l'accord-cadre

En application des articles L2194-1 et R2194-1 et suivants du code de la commande publique, des avenants pourront être conclus en cours d'accord-cadre dans les cas suivants (liste non exhaustive) :

- Motif d'intérêt général n'apportant pas de modification substantielle au contrat initial
- Intégration de membres du GHT non prévus au présent marché y compris les futurs membres
- Modifications de références et changements de conditionnement sous réserve des dispositions ci-dessous
- Transfert de contrat dans le cas d'opérations de restructurations de société, réorganisation administrative de nature purement interne du cocontractant du pouvoir adjudicateur, désignation d'un tiers pour la gestion commerciale etc sous réserve de maintien des conditions du contrat
- Variation de prix en cas de survenance d'évènements qui pourraient altérer en cours d'exécution l'équilibre financier du contrat (par exemple changement de normes)
- Changement de protocole dans les établissements de santé (pratiques ou mesures de sécurité)
- Précisions concernant des prestations complémentaires relevant de l'objet du contrat
- Extension de gamme
- Acquisition de licences supplémentaires et la maintenance y afférent (si elle fait l'objet de l'accord-cadre)
- Prolongation de l'accord-cadre ou des marchés subséquents dans des circonstances dûment justifiées
- Augmentation de la valeur maximale de l'accord-cadre ou des marchés subséquents dans des circonstances dûment justifiées
- Précisions suite à erreur matérielle

- circonstances imprévues ou imprévisibles (difficultés matérielles rencontrées en cours d'exécution d'un marché)
- travaux, services ou fournitures supplémentaires qui sont devenues nécessaires dans la mesure où ces prestations supplémentaires n'entraîneraient pas une augmentation de l'accord-cadre supérieure à 50 % du montant initial et à la double condition qu'un changement de contractant -
 - serait impossible pour des raisons économiques ou techniques telles que l'obligation d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre de leur marché initial et ; -
 - présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts.

La liste des fournitures annexée au tableau d'offres n'est pas exhaustive et des fournitures ne figurant pas sur cette liste pourront être rattachées à l'accord-cadre, sous réserve :

- qu'elles soient prévues au catalogue du titulaire applicable à l'ensemble de sa clientèle,
- qu'elles relèvent de l'objet du présent accord-cadre et de la catégorie de produits du ou des lots attribués au titulaire,
- qu'elles entrent dans le champ de l'exclusivité du titulaire du présent accord-cadre,

Compte tenu des évolutions éventuelles des catalogues et des références produits du titulaire, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire pourra remplacer les références acceptées lors de la conclusion de l'accord-cadre initial par des produits du même type, équivalents ou de qualité supérieure. Les prix initialement proposés au Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers resteront inchangés sauf en cas d'ajustement de prix dans le respect des limites et modalités prévues à l'article 8.3 prix de règlement du CCP.

Le CHL se réserve la possibilité de refuser des produits s'ils ne sont pas conformes aux spécifications de l'accord-cadre ou pour qualité insatisfaisante.

20-2. Marché complémentaire

Conformément à l'article R2122-4 du CCP, l'acheteur peut conclure, avec le titulaire du présent accord-cadre, un accord-cadre complémentaire de fournitures sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial et qui sont destinées

- soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations,
- soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes,

lorsque le changement de fournisseur l'obligerait à acquérir des fournitures ayant des caractéristiques techniques différentes entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées.

Sa durée ne peut dépasser, sauf cas dûment justifié, trois ans, périodes de reconduction comprises.

Article 21. Obligations du titulaire

21.1. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire remet à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Le titulaire de l'accord-cadre produira tous les six mois jusqu'à la date d'échéance de l'accord-cadre la déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé ainsi que les certificats sociaux et fiscaux en application de l'article L8222-2 du code du travail.

En application de l'article L 8222-6 du code du travail, et si le titulaire ne respecte pas les formalités mentionnées

aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 de ce code ; le CHL pourra rompre l'accord-cadre, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

L'application de ces sanctions sera conditionnée par le respect du processus imposé par l'article L 8222-6 du code du travail.

21.2. Respect des principes de la République et des exigences minimales de la vie en société

Si le marché a pour objet, en tout ou partie, l'exécution d'un service public, son titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire du contrat veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il est tenu de communiquer à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution de la mission de service public.

Tout manquement constaté donnera lieu à la résiliation pour faute.

21.3. Modification des données administratives

Le titulaire de l'accord-cadre doit informer le CHL– Direction des Achats, Logistique et Travaux– Bureau des achats– 370, Av. Jacques CŒUR– CS 10587 – 86021 POITIERS cedex, de tout changement concernant :

- sa raison sociale (nouveau nom ou statut de l'entreprise) : un extrait Kbis du registre du commerce et l'extrait des Annonces Légales Juridiques traduisant ce changement devront être alors adressés,
- son compte de règlement : le titulaire adressera un courrier précisant qu'il veut être payé à un nouveau compte que celui indiqué sur l'accord-cadre en joignant un relevé.
- Le destinataire du paiement : le titulaire adressera un courrier explicatif de ce changement avec un relevé de compte de paiement du nouveau destinataire.

Ces changements doivent impérativement être signalés avant toutes nouvelles facturations.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le CHL ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'un avenant éventuel.

21.4. Mise en place d'un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Sans objet

21.5. Protection contre l'amiante

☒ Sans objet

☐ En cas d'intervention (travaux de pose) dans les locaux du CHL et afin de protéger les personnels du titulaire lors des interventions techniques au sein de ses locaux et en raison de la présence éventuelles d'amiante dans les bâtiments construits avant 1997, les documents suivants devront être fournis au coordonnateur environnement du CHL (Bureau d'études dset.be@ch-poitriers.fr, tel : 05 49 44 57 15) dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre:

- la liste des personnels habilités à intervenir sur le site et leurs attestations de compétence,
- L'organigramme du titulaire concernant l'amiante, le responsable technique, le ou les responsables d'intervention et les opérateurs concernés,
- Les procédures d'intervention concernant les matériaux amiantés,
- Les moyens prévus par le titulaire pour protéger son personnel sur les risques d'exploitations éventuels.

Un Dossier Technique Amiante (DTA) est consultable auprès du Bureau d'études du CHL avant toute intervention sur le site.

En cas de doute sur la présence d'amiante dans un ou plusieurs matériaux concernés par les interventions ou pouvant impacter d'autres personnes que le personnels du titulaire, il pourra être effectué, sur demande, un

diagnostic en sollicitant la personne mentionnée ci-dessus.

➔ Le titulaire du marché public du diagnostic d'amiante

21.6. Droit d'exclusivité

☒ Sans objet.

☐ La personne publique se réserve le droit de réclamer une attestation du titulaire du marché à tout moment pendant la période contractuelle afin de vérifier les droits d'exclusivité de ce dernier en application de l'article R2122-3 du code de la commande publique.

Le titulaire devra également informer le Centre Hospitalier Universitaire de Poitiers s'il ne dispose plus des droits d'exclusivité quant à l'exécution de la prestation.

21.7. Reprise du personnel du titulaire précédent

☒ Sans objet.

☐ Dans les cas où il est imposé, le titulaire du présent marché est tenu de prendre contact avec le titulaire du précédent marché pour organiser la reprise du personnel entrant dans le champ d'application de l'obligation de reprise prévue par les articles L 1223-1 et s. du Code du travail ou, le cas échéant, par une convention collective. Il est tenu de se conformer à cette obligation légale dès lors qu'il y est soumis, sous peine de s'exposer à la résiliation pour faute.

Article 22. Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du présent CCP/CCAP sont les suivantes :

Dérogations à adapter en fonction de la rédaction finale

Dérogation à l'article suivant du CCAG	Par l'article suivant du CCP/CCAP
4.1	2. Documents contractuels
13.1.1	3.1.-Délais d'exécution
19	3.1.-Délais d'exécution
20.2.2	4.1.Emballage
20-1-2	4.4.Stockage
27, 28 et 29	5-1, 5-2. Vérification
33.1	6. Garantie contractuelle
11.5	12.1.Mode de règlement
14.1.1	15.1.Pénalités de retard
14.2	15.2.Pénalités d'indisponibilité
14.1.3	15.4 Exonérations
14.1.2	15.5 Plafonnement des pénalités
45	19. -Résiliation

Les dispositions du CCAG relatif aux marchés de fournitures et services sont applicables au présent accord-cadre :

- dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires avec le présent CCAP
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.